

## Le mouvement islamiste en Tunisie

*Abdelbaki Hermassi*

Plus grande proximité par rapport aux développements politiques au Moyen Orient ou relative avance par rapport à ses voisins, toujours est-il que la Tunisie a été le premier pays maghrébin à affronter l'islamisme et cela bien avant l'émergence en Algérie du Front islamique du salut; ce n'est pas le premier défi auquel a dû faire face le nouvel Etat indépendant quand on pense au Youssefisme pan-arabe des premières années, au syndicalisme militant des années 70 et 80; mais, il s'agissait de la forme de contestation la plus déterminée et la plus déstabilisante de l'Etat national; si aujourd'hui on peut considérer à raison que l'Etat est venu à bout de cette menace<sup>1</sup>, cela ne pouvait en aucun cas être chose facile au regard des changements politiques qu'il a bien fallu entreprendre, de la contre-mobilisation des couches politiquement sensibles telles que les intellectuels, les étudiants et les femmes, sans parler des tensions et des inquiétudes qui persistent jusqu'à présent.

Nous aborderons trois questions dans ce qui suit: la première partie traitera de la phénoménologie de l'islamisme en Tunisie et la seconde de l'attitude des autorités et des forces politiques du pays à son égard; l'accent sera mis constamment sur l'interaction des acteurs et sur les traits majeurs de l'approche tunisienne en la matière, une approche

dictée tant par les circonstances historiques que par le choix réfléchi des hommes. La dernière partie sera enfin consacrée aux interactions régionales et internationales avec à l'esprit le Maghreb et l'Europe en particulier.

### *Emergence et évolution du mouvement*

Le mouvement islamiste tunisien est apparu au cours de années 70, c'est-à-dire suite à l'échec de l'expérience socialisante d'Ahmed ben Salah, signe d'un désenchantement grandissant avec l'Etat post-colonial, un Etat de plus en plus perçu comme arbitraire et inégal; la contestation islamique n'est pas née d'un seul coup et ses objectifs ont évolué tant avec sa structure interne qu'en fonction des circonstances nationales et internationales. Trois étapes sont à distinguer:

D'abord, l'étape de la fondation et de la résistance culturelle de 1972 à 1980. Le mouvement était connu sous le nom de *Al Jamaâ al Islamiya* qui agissait dans les mosquées et s'occupait à la fois de piété et de questions doctrinales visant la réislamisation de la société tunisienne. Se présentant comme une réaction au laïcisme de Bourguiba, les premiers militants se souciaient peu de politique et davantage de vie religieuse et morale au sein de la famille et de l'école; ouverture de mosquées dans les lycées et les facultés, reconstruction et animation de vieilles mosquées abandonnées ou marginales; formation d'associations et de réseaux dont le but est de contribuer à la réislamisation d'une société jugée comme étant contaminée par "l'occidentalisation".

La seconde étape, celle de la politisation ouverte et de la volonté de participation politique s'est étendue de 1981 à 1990. Le mouvement qui était jusque là marginal par rapport à l'arène politique dominée par les syndicats et les partis, a soudain émergé pour demander sa place suite à la déclaration du président Bourguiba d'instaurer le pluralisme politique. Les islamistes voulaient former un parti politique comme les autres. Ils déposèrent un dossier pour l'obtention du visa

légalisant leur activité. Les conférences de presse et l'activisme qu'ils n'ont pas cessé de manifester auprès des médias et à l'intérieur des grandes institutions du pays firent connaître leurs cadres et leurs idées. Ce fut une période d'interaction intense avec les autres courants idéologiques du pays, favorisée tant par le besoin de créer un mouvement de solidarité en faveur de la direction emprisonnée — dès que la demande de visa a été déposée — que par la découverte du discours égalitaire de la révolution iranienne à ses débuts. C'est ainsi que le discours islamiste prit son allure progressiste tant dans le cadre de l'Université que celui des syndicats professionnels; en agissant hors des mosquées, le mouvement s'est politisé et a fini par acquérir les notions d'organisation et les concepts opératoires qui étaient jusqu'ici le monopole et l'arsenal de la gauche. Mais l'apprentissage de ce léninisme objectif était cependant tempéré par l'interaction des cadres islamistes avec les milieux porteurs de valeurs démocratiques tels que le Mouvement des démocrates socialistes, la Ligue des Droits de l'homme ainsi que par l'association avec le journal *Erray*.

En cette fin de régime, il n'y avait pas que le parti au pouvoir qui ressentait la montée dramatique de l'islamisme. Il y avait également les inquiétudes des milieux de gauche tant il est vrai que l'islamisme représentait pour ces milieux (qu'il ne faut pas confondre ici avec les partis tels que le MDS qui, eux, avaient une attitude plus nuancée et, pour ainsi dire, plus politique), un concurrent dangereux sinon redoutable. Après de longues années de lutte contre l'autoritarisme bourguibien, la gauche voit surgir une opposition qui non seulement tient un autre discours, qu'elle juge obscurantiste, mais qui investit le même terrain traditionnel de la gauche, à savoir l'université et les syndicats. Tout se passait comme si la gauche devait choisir entre une force parvenue et anachronique d'une part, et un régime usé mais moderniste de l'autre. Toujours est-il que cette gauche-là choisit de devenir le défenseur et l'apôtre du bourguibisme: défendre les "acquis" du régime républicain et barrer la route à la montée de "l'obscurantisme".

Avec le Changement politique du 7 novembre 1987 et l'arrivée au pouvoir du président Ben Ali, l'islamisme va entamer une troisième période, marquée d'abord par les tentatives d'accommodation réciproques et, finalement, par le dérapage vers la violence qui conduira au démantèlement du mouvement.

### *Le nouveau pouvoir et les islamistes*

L'objectif primordial du nouveau pouvoir était de parvenir à une réconciliation nationale; ayant entièrement réalisé que l'ancien régime était usé et que la société avait désormais besoin d'institutions représentatives, Ben Ali allait multiplier les mesures de libéralisation. Les pouvoirs de police sont limités et les juridictions d'exception sont dissoutes. Les libertés publiques sont garanties par la loi; simultanément une révision constitutionnelle supprime la présidence à vie et la succession automatique par le premier ministre.

Si les partis politiques sont reconnus les uns après les autres, des réserves continuent de peser sur les islamistes. On craint que leur légalisation ne compromette l'ouverture politique en cours; aussi, la nouvelle loi sur les partis interdit-elle toute référence religieuse et des mesures sont prises dans divers domaines de la vie publique afin que l'Etat apparaisse seul comme le soutien et le défenseur de l'Islam. Avec l'appui des libéraux, des femmes et des organisations de défense des droits de l'Homme, le gouvernement va donc permettre aux islamistes d'exister, mais tout en réduisant leur influence dans l'opinion, en les empêchant de se prévaloir d'un quelconque monopole en matière religieuse.

S'il y avait des réserves de part et d'autre, tout laissait cependant présager une entente qui sera inaugurée par la libération de Rached Ghannouchi. On se souvient de la déclaration du président Ben Ali selon laquelle il n'avait désobéi au président Bourguiba qu'à deux reprises: la première fois lorsque Bourguiba a ordonné la dissolution de la Ligue tunisienne des droits de l'Homme et la seconde fois

en s'opposant à la condamnation à mort de Rached Ghannouchi et cela quelques heures seulement avant que ne soit prononcé le jugement.

D'autre part, l'attitude de la direction islamiste à l'égard du président Ben Ali fut claire et immédiate: elle a considéré "l'action du 7 novembre comme un événement historique" et a même été plus loin en estimant qu'en effet "si le monde politique a vu en cette action la réponse à une aspiration populaire pour le changement, notre mouvement y voit, en plus de cela, un acte divin destiné à sauver le pays d'une guerre civile créée et entretenue par l'ancien Président". Et pour la première fois, le MTI s'adresse au chef de l'Etat pour exprimer son entière disposition à "tourner la page du passé, dialoguer (avec vous) sans réserve et sans complexe, appuyer la stabilité et la sécurité dans le pays et contribuer à la réalisation de ce que comportait (votre) appel du 7 novembre".

Aussi allons-nous être les témoins, et pour deux ans, d'une période de coopération, d'accommodation et de stabilité relative.

### *Le temps de la conciliation*

Du côté de l'Etat, six concessions sont consenties en faveur des islamistes. D'abord, une amnistie générale a permis la libération de tous les détenus appartenant à ce mouvement y compris les militaires. Ensuite, le mouvement est autorisé à siéger au sein du Haut Conseil islamique, instance consultative créée par le gouvernement pour tout ce qui concerne les affaires religieuses. Les islamistes prennent également part à l'élaboration du Pacte national auquel ont participé tous les partenaires politiques tunisiens et qui fixe les principes généraux sur lesquels se base l'activité politique. Quatrième concession: le mouvement islamiste prend part aux élections législatives du 2 avril 1989, mettant ainsi fin à sa "période clandestine". L'organisation estudiantine islamiste (UGTE) accède à la légalité en obtenant le visa. Enfin, sixième et dernière concession, le journal *Al Fajr*, organe du

mouvement islamiste, est autorisé à paraître conformément à une décision officielle en date du 8 janvier 1990. Le journal paraîtra jusqu'au mois de janvier de l'année suivante.

En ce qui concerne le visa et la légalisation du mouvement Al-Nahdha, le pouvoir a beaucoup hésité. Le chef de l'Etat a affirmé à plus d'un qu'il étudiait encore le sujet et a déclaré qu'il ne s'opposerait pas dès lors que les conditions requises seraient réunies.

Parallèlement et en vue de neutraliser l'idéologisation de la religion, le gouvernement fait adopter deux lois, l'une concernant les mosquées pour renforcer le contrôle administratif sur les espaces du culte, et l'autre déclarant illégale la formation des partis politiques sur une base religieuse, ethnique ou primordiale.

Il faut dire que pendant un certain temps, des débats appréciables ont eu lieu à l'intérieur de l'islamisme tunisien et un certain effort a été déployé pour l'adapter aux exigences de l'heure au moins en ce qui concerne les aspects formels tels le changement d'appellation du MTI qui devient Al-Nahdha, le désengagement du mouvement vis-à-vis du groupe sécuritaire, l'acceptation du Code du statut personnel. En d'autres termes, une option pour jouer le jeu et gagner la confiance des autorités.

Entre 1987 et 1989, ce sera le *statu quo*, malgré l'apparition d'un certain nombre de divergences entre le mouvement islamiste et les responsables chargés officiellement des préparatifs pour les élections législatives qui furent organisées le 2 avril 1989. Le pouvoir tenait absolument à ces élections et cela à des fins de légitimation politique. Sans accorder aux islamistes un visa pour former un parti, il était disposé à leur permettre de participer par le truchement de listes indépendantes. Ce sera, comme on le verra, l'amorce d'un tournant. Comme le système de scrutin majoritaire favorisait un parlement RCD, le pouvoir a été amené à soumettre deux propositions aux partis: dans la première, il a appelé à des élections proportionnelles élargies qui pourraient ouvrir la voie à des amendements du Code électoral. Lorsque le MDS a rejeté cette proposition en exigeant des élections sur

la base d'un autre scrutin, le pouvoir a suggéré la constitution d'un front électoral commun qui regrouperait toutes les parties signataires du Pacte national.

Malgré certains différends qui se sont manifestés au sein de ses structures, le mouvement Al-Nahdha a fini par accepter la seconde formule et participer aux élections au sein d'un front électoral. Cependant, lorsque les parties concernées se sont réunies en présence du premier ministre, le représentant d'Al-Nahdha fut surpris par la position de Ahmed Mestiri qui a rejeté l'idée du front et affirmé qu'il préférerait que son parti participât tout seul aux élections. C'est à ce moment que l'on sentit avec évidence que la situation politique tournait à la crise.

C'est alors aussi qu'un changement important et imprévu s'est opéré dans la politique d'Al-Nahdha. Après avoir accepté le principe de ne pas prendre part aux élections et, peut-être même, de ne pas s'opposer au soutien des listes du RCD, pour obtenir, en contrepartie, sa position en constituant des listes indépendantes, il est ensuite passé brusquement d'une participation symbolique dans quelques circonscriptions à la présentation de listes dans toutes les circonscriptions qui furent la plupart du temps les seules listes concurrentes du parti au pouvoir aussi bien sur le plan local que national. Ainsi, au lieu de se contenter d'une présence formelle dans les différentes circonscriptions, le mouvement procéda à un énorme rassemblement et à la mobilisation de milliers de partisans et de sympathisants à un point tel que les autorités officielles, gagnées par l'inquiétude, ne purent qu'en faire autant et recourir à tous les moyens possibles pour faire face à ce revirement brusque dans la politique du mouvement islamiste. Quant aux candidats islamistes, ils ne se limitèrent pas, comme il était entendu, aux discours électoraux calmes et modérés, mais abondèrent en propos en totale contradiction avec les déclarations faites par les dirigeants du mouvement lors de la signature du Pacte national, notamment en matière de droits de la femme et de droits de l'Homme en général.

### *Le test électoral*

Puis, les élections eurent lieu. Les nahdhaouis se mobilisèrent pour contrôler les opérations de dépouillement des bulletins de vote. Néanmoins, bien que les résultats officiels les aient placés comme deuxième force politique du pays avec 17% de l'ensemble des voix exprimées, la déclaration de leur mouvement, juste après la proclamation des résultats, fut la plus virulente contre le pouvoir.

Au départ, bien que déçus, les islamistes reconnaissaient l'échec. Leur chef disait: "Dix-sept pour cent des voix constitue une victoire sans doute, car plus que le nombre des voix, les islamistes sont gagnants puisqu'ils ont mobilisé des forces qui, sans eux, n'auraient pas participé aux élections. Le seul fait d'avoir mobilisé les franges qui jusqu'ici étaient marginalisées constitue une victoire"<sup>2</sup>.

Trois mois plus tard, le second homme du mouvement, Abdelfattah Mourou exprimait déjà sa déception: "Alors qu'on était soucieux, disait-il, des équilibres politiques et qu'on ne prétendait qu'à dix ou quinze sièges au Parlement, nous n'avons même pas réussi à atteindre cet objectif".

Mais on a remarqué, au fur et à mesure que le temps passait, une tendance à l'exagération rétrospective des résultats. Rached Ghanouchi a déclaré dans un ouvrage que "Al-Nahdha était la partie la plus lésée dans la mesure où elle était le parti de la majorité qui a réalisé 60% des suffrages à Tunis"<sup>3</sup>. Il déclare plus tard à Gilles Millet du quotidien parisien *Libération*: "Nous sommes un mouvement politique qui veut prendre le pouvoir par des moyens politiques. Un parti majoritaire tel que le nôtre qui a 80% du peuple tunisien avec lui n'a pas besoin d'utiliser la violence"<sup>4</sup>.

### *Le dérapage vers la violence*

Les élections auront par conséquent exacerbé les tensions entre le régime et ses oppositions. Les laïcisans poussaient pour une plus



grande fermeté à l'égard des islamistes. Ces derniers, qui parlaient déjà au cours de la campagne de "listes diaboliques", ont ouvert les hostilités en parlant d'"élections" d'avril 1989. Rached Ghannouchi a quitté le pays en signe de protestation, mais c'était là également un indice de préparation à des choses plus graves. La direction islamiste se préparait à la confrontation. Les déclarations désobligeantes du dehors vont bientôt rendre difficile la poursuite du dialogue et conduire les chefs du mouvement à l'intérieur à se désolidariser par rapport aux "provocations".

Parallèlement à la guerre des mots, on s'aperçoit que déjà à partir de mai 1989 au cours du congrès secret de Sfax, le mouvement avait procédé à remplacer Rached Ghannouchi par Sadok Chourou et cela sous la bannière: "désormais pas de politique sans force". Une stratégie militaire et paramilitaire était mise au point pour apparemment obtenir par les armes ce qui semblait irrémédiablement perdu par la politique, récupérer par la force ce qui leur avait échappé par l'acte du 7 novembre et par le processus électoral. En effet, il s'agissait pour eux de jouer la dernière carte, car autrement leur mouvement serait condamné à la marginalité une fois pour toutes. Une déclaration du dirigeant principal du mouvement, Rached Ghannouchi, vient confirmer cette analyse: "Jusqu'ici, dit-il, nous ne cherchions qu'une échoppe et nous ne l'avons pas obtenue. Maintenant, c'est tout le souk que nous voulons."

Il est bien sûr difficile d'évaluer toutes les raisons qui ont justifié une telle option stratégique, mais les dangers d'une telle approche ne sont que trop évidents, car si une telle démarche avait pu contribuer à déstabiliser le régime de Bourguiba, elle pouvait difficilement avoir raison du nouveau régime de Ben Ali. Le mouvement islamiste avait énormément sous-estimé la force d'un régime qui avait, en trois ans, renouvelé sa direction, diversifié sa base et mis son discours et sa pratique en diapason de l'évolution sociale. Le mouvement a également présumé de ses forces puisque non seulement des limites dans sa capacité de recrutement l'ont conduit à recourir à des cadres connus — donc "brûlés" —, mais il a également monté des opérations telles

que celle de Bab Souika — un local du RCD, parti au pouvoir, fut attaqué et deux gardiens sont aspergés d'essence et brûlés vifs — ce qui a énormément contribué à le déconsidérer aux yeux de l'opinion publique. Autre signe de contraction: lorsque l'UGTE, ayant projeté d'organiser une manifestation lors de la guerre du Golfe, manifestation qui a été autorisée à condition qu'elle se déroule sur l'avenue Mohamed V, les organisateurs ont dû y renoncer: ils avaient constaté que le nombre de participants était loin de vue, eux qui prétendaient contrôler "la rue" et exprimer le peuple.

Toute analyse qui se voudrait précise de la situation à laquelle sont parvenues les relations entre le pouvoir et le mouvement Al-Nahdha devrait prendre en compte l'erreur stratégique commise par le mouvement lors de son expérience électorale. Il a recouru à des méthodes qui ont suscité les inquiétudes de l'autorité et alarmé l'élite politique, en passant brusquement d'un parti politique cherchant à obtenir son visa et quelques sièges au sein du Parlement à un mouvement qui veut jouer le rôle de force dominante. Le mouvement ne s'était plus contenté en effet de mener l'opposition, mais se voyait investi de la compétence et de la légalité nécessaires pour se considérer déjà comme la grande majorité au sein du Parlement, voire de prétendre que le changement du 7 novembre aurait été inconcevable sans lui. Cela dit, le jeu des élections est une arme à double tranchant: le parti qui ne sait comment s'y prendre risque vite d'oublier jusqu'à sa substance et de négliger son sens, si naturel pourtant et si souple, des étapes et de la mesure: c'est ainsi que les bases du mouvement Al-Nahdha furent atteintes du virus de la hâte et de la précipitation. Le pouvoir lui apparût comme un fruit mûr qu'il était temps de cueillir. C'est donc depuis ce moment-là que l'équilibre fut rompu.

A part l'expérience électorale, deux expériences exogènes sont venues approfondir la rupture et précipiter la dérive puis la déconfiture du mouvement islamiste: la guerre du Golfe et l'impact du FIS algérien sur la scène tunisienne. Ce qui nous conduit à la question des incidents diplomatiques.

## *L'impact régional et international*

La Tunisie a constamment oeuvré sur le plan international pour l'élaboration d'une stratégie commune vis-à-vis un problème qu'elle a toujours considéré comme un défi transnational; elle a oeuvré notamment dans le cadre de l'Organisation d'Unité Africaine, de l'Organisation du Congrès Islamique, de la Ligue des Etats Arabes et du Mouvement des Pays Non-Alignés. Mais, il va de soi que c'est au niveau du Maghreb et de l'Europe toute proche que vont se dégager les enjeux les plus significatifs.

L'espoir d'une politique coordonnée au niveau du Maghreb (sommet de Zeralda, avril 1989) ayant été déçu par une certaine reconnaissance prématurée, la position tunisienne a été plus tard confortée tant par l'Algérie de Liamine Zeroual que par l'Egypte; Alger, en fin de compte confronté au même problème, expulse des responsables d'Al-Nahdha à partir de 1992, et les ministres des Affaires étrangères envisagent, en octobre de la même année, une véritable coopération. Plus récemment, à l'issue du sixième sommet de l'Union du Maghreb Arabe, le 4 avril 1994, le chef de l'Etat algérien Liamine Zeroual et le président Ben Ali font connaître leur large identité de vues sur les questions bilatérales et régionales, et dénoncent toute forme de fanatisme. Par ailleurs, le ministre des Affaires étrangères tunisien se rend au Caire, le 12 janvier 1993, dans le même but. Le président Ben Ali a aussi mis en garde les ministres arabes de l'Intérieur, réunis le 4 janvier 1993, contre les dangers de l'extrémisme religieux, alors que son ministre des Affaires étrangères se rendait dans le même but à Genève le 6 février, devant la Commission des Droits de l'Homme de l'ONU.

Les relations avec l'Europe n'ont pas échappé à certaines crispations en la matière; on craignait à juste titre, que sous couvert de droit d'asile les militants islamistes n'utilisent le pays d'accueil comme base arrière pour lancer des opérations contre le pays d'origine; il est vrai qu'au départ plusieurs pays d'Europe faisaient preuve sinon de

complaisance du moins d'indifférence à l'égard des militants d'Al-Nahdha qui n'ont pas cessé de lancer des campagnes de dénigrement, et de prêter main forte à plusieurs mouvements intégristes armés.

Il faut dire qu'au départ, la situation n'était pas facile à saisir et à conceptualiser du côté européen. Al-Nahdha a cherché à adopter un profil bas en France en évitant un excès de manipulation de la communauté tunisienne immigrée et en concentrant ses activités, et sa hargne, sur le pays d'origine. Elle est, aujourd'hui, largement implantée en Grande-Bretagne qui a accueilli Rached Ghannouchi et lui a accordé l'asile politique dans des conditions loin d'être transparentes.

On recense, à l'heure actuelle, pas moins de quatre associations à caractère "humanitaire" sur la place de Paris et sa banlieue; ces associations déclarent n'avoir d'autre but que de faire pression en faveur des libertés publiques et des "opprimés" en Tunisie, c'est-à-dire, essentiellement en faveur des militants d'Al-Nahdha. Est-ce le fait de ne pas considérer la France comme terre à islamiser, l'Europe comme terre de "contrat", c'est-à-dire un espace où l'Islam est minoritaire et doit se penser comme tel, qui expliquerait la complaisance de certains journalistes et responsables à l'égard de l'islamisme?

Ce qui est certain, c'est que l'apparent respect des institutions républicaines et de la légalité de la part des islamistes ne pouvait pas faire long feu; la France s'est graduellement rapprochée de la position tunisienne pour empêcher que le pays ne serve désormais de base arrière dans la lutte contre les régimes politiques au Maghreb; la Tunisie a pris acte de la déclaration du ministre français de l'Intérieur devant ses collègues à Bruxelles, le 25 septembre 1995, et s'est félicitée de son appel à ses partenaires de l'Union européenne, visant à "approfondir leur coopération afin de mieux cerner la mondialisation des réseaux terroristes".

Ce qu'il convient de faire ressortir dans ce débat, est le fait incontestable que le gouvernement tunisien, à l'inverse de certains pays, ne s'est pas contenté d'une réaction exclusivement répressive, mais s'est également soucié de pallier les carences de l'Etat qui avaient

fait le lit de l'islamisme tout en récupérant le discours identitaire et religieux de la légitimité.

Il s'agit d'une stratégie réfléchie, multidimensionnelle et optant pour une vision à long terme, comportant un traitement en amont et en aval d'un phénomène complexe qui est loin d'être une manifestation passagère qu'il s'agirait simplement d'incorporer ou d'ignorer.

Conscient du caractère éminemment socio-économique d'une partie au moins du mouvement islamiste, le gouvernement tunisien s'est attaché à répondre à certaines attentes sociales de la population. Constructions d'écoles, d'hôpitaux se sont multipliées dans les quartiers les plus défavorisés où l'islamisme politique faisait recette. Les mêmes quartiers ont bénéficié de toute une série de mesures d'aménagement urbain mais aussi de services sociaux pour les plus démunis. Le développement des régions enclavées, l'instauration de "restaurants du coeur" pendant le ramadan, sont autant de signes d'une volonté de battre les adversaires sur le terrain social.

En amont, le régime va réduire l'influence des islamistes, tant en améliorant la condition de la femme qu'en réorganisant profondément le système d'éducation. Le Centre de documentation et d'information sur les femmes (CREDIF) est créé en août 1992. Un décret daté du 7 décembre 1992 instaure la Commission nationale de la femme et de la famille, chargée d'étudier et de proposer des dispositions pouvant améliorer la condition féminine. Quelques mois auparavant, à l'occasion de la commémoration du Code du statut personnel et de la fête de la Femme, le 13 août 1992, le président Ben Ali a annoncé plusieurs mesures étendant les droits des femmes: un secrétariat d'Etat auprès du premier ministre, chargé de la Femme et de la Famille est créée; le président nomme enfin six femmes, en qualité de chargées de mission, dans des cabinets ministériels. Le Code du statut personnel, comme les Codes du travail et de la nationalité subissent des modifications favorables à la femme et les changements sont favorablement jugés même par les organisations féminines.

Le pouvoir effectue aussi une profonde réforme du système scolaire qui vise à endiguer l'influence des islamistes, et à l'adapter au marché de l'emploi. D'abord, les anciens manuels d'éducation civique, religieuse et d'histoire ont été, à partir de 1989, retirés et remplacés par des livres qui, tout en étant respectueux de l'identité nationale, sont ouverts à la modernité et invitent à la tolérance. Ces initiatives ne se sont toujours pas déroulées sans accrocs à en juger par les résistances des syndicats d'enseignants et d'étudiants; les conservateurs sont loin d'avoir entièrement disparu; mais la vaste politique de réforme a été largement acceptée par la société tunisienne, d'autant plus que le pouvoir a constamment veillé à associer les partis d'opposition à son action.

En effet, au plus fort de l'opération de démantèlement d'Al-Nahdha, et des procès contre ses activistes, le Pacte national a été réactivé en 1992 et élargi de telle manière à inclure diverses associations; réuni le 13 avril 1992, son conseil supérieur sera formé par les responsables des partis politiques, et les représentants des organisations patronales, syndicales et féminines. L'opposition se voit promettre un plus grand accès aux médias audiovisuels et une révision du mode de scrutin pour lui permettre d'entrer au Parlement lors des prochaines élections législatives.

Effrayés par les développements en Algérie, édifiés par les élections précédentes et satisfaits par les promesses présidentielles, les différents partis s'organisent dans la perspective des prochaines élections et apportent globalement leur soutien au régime. Certes, le RCD n'a pas eu beaucoup de difficulté à obtenir la majorité des sièges; mais l'opposition parvient tout de même à arracher 19 sièges. Le MDS, proche du pouvoir, obtient 10 sièges, le mouvement Ettajdid (ex-parti communiste), 4 sièges; l'Union démocrate unioniste, de tendance nationaliste arabe de gauche, 3 sièges; et le parti de l'Unité populaire, socialisant, 2 sièges. C'est incontestablement cette stratégie globale que nous venons d'esquisser à grands traits qui a dû conduire les auteurs d'un numéro spécial des *Cahiers d'Orient* à la conclusion

suivante: "La Tunisie apparaît aujourd'hui comme un des pays les plus développés et les plus stables de la région"<sup>5</sup>.

### *Notes*

<sup>1</sup> Abdelbaki Hermassi, "Montée et déclin du mouvement islamiste en Tunisie", *Confluences*, no. 12, automne 1994.

<sup>2</sup> *Réalités*, no. 207, 4 août 1989.

<sup>3</sup> Qouçay Salah Darwish, Entretiens avec Rached Ghannouchi, *Khalil Media Service*, Londres, 1992, p. 182.

<sup>4</sup> *Libération*, 4 octobre 1992.

<sup>5</sup> *Les Cahiers de l'Orient*, Tunisie: Islamisme, économie sécurité, no. 38, 2ème trimestre 1995, p. 97, en particulier la contribution de Bruno Callies de Salies.